

Nature et culture : chronologie d'une patrimonialisation

Dates	Patrimoine culturel en France	Patrimoine naturel en France	Europe et Monde
Avant 1790	<p>Dès le XIII^e siècle - autorisation d'urbanisme et prescriptions au titre de l'embellissement et de la sécurité en ville</p> <p>1533 - François 1^{er} ordonne le dégagement des arènes de Nîmes</p> <p>1566 - Edit de Moulins - inaliénabilité des biens de la Couronne</p> <p>Vers 1750 - Ouverture des collections royales au public</p> <p>1787-1788 - Quatremère de Quincy propose que la démolition de monuments urbains soit soumise à enquête publique</p>	<p>Epoque médiévale - création de réserves de chasse</p> <p>1669 - Création de l'administration des Eaux et Forêts</p>	<p>1538 - Bulle de Pape prescrivant la protection des ruines antiques</p> <p>1764 - J.J. Winckelmann - livre sur "l'histoire de l'art de l'Antiquité"</p>
1790-1820	<p>1790 - Création de la Commission des monuments, relative au sort des "monuments des arts et de la science"</p> <p>1793-1794 - Lakanal et l'abbé Grégoire luttent contre le "van dalisme" et plaident pour la conservation du patrimoine national pouvant servir à l'instruction ou témognant de l'histoire de France</p> <p>1793 - Création du muséum de la République</p> <p>1795 - création du musée des Monuments français</p> <p>1798 - Instruction sur la manière de réaliser les inventaires des biens nationaux</p> <p>1801-1816 - Réorganisation des musées par Chaptal et création de musées de province (dont Tours)</p> <p>1816 - Premiers inventaires des monuments nationaux</p>		<p>1779-1794 - pays germaniques - destextes législatifs sont élaborés pour préserver les édifices anciens et pour encadrer les restaurations et le développement urbain</p> <p>Dans tous les pays d'Europe, sont élaborées des lois pour protéger les vestiges archéologiques ou les bâtiments historiques et en empêcher la démolition</p>
1821-1889	<p>1823-1834 - Création par A. de Caumont de la Société des antiquaires de Normandie puis de la Société française d'archéologie</p> <p>1837 - Création des la Commission des monuments historiques, ouverte aux experts</p> <p>1840 - Publication de la première liste de monuments historiques classés d'intérêt national</p> <p>1845 - Première loi de financement des travaux de restauration de trois monuments majeurs : le château de Blois, la cathédrale de Rouen et les arènes d'Arles</p> <p>1846 - Viollet-le-Duc intègre la Commission des monuments historiques</p> <p>1854-1875 - Publication du Dictionnaire raisonné de l'architecture ancienne puis de celui du mobilier par Viollet-le-Duc</p> <p>1879 - Texte de Viollet-le-Duc sur les monuments à sélectionner comme monuments historiques</p> <p>1880 - Critique des restaurations de Viollet-le-Duc par la Société française d'archéologie qui prône la conservation de la stratification historique</p> <p>1882-1887 - Création de l'école du Louvre puis des cours de Chaillot (architectes)</p> <p>1887 - Première loi de protection et d'intervention sur les monuments historiques</p>	<p>1827 - Publication du code forestier</p> <p>1854 - Création de la Société impériale d'acclimatation</p> <p>1861 - Création des réserves forestières artistiques par décret impérial</p> <p>1872 - Etats-Unis - protection du premier parc national : Yellowstone</p> <p>1873 - Exposition universelle de Vienne : une section réservée à la restauration des monuments</p> <p>1874 - Création du Club alpin français</p>	<p>1849-1853 - John Ruskin : <i>Les Sept Lampes de l'architecture</i> puis <i>Les Pierre de Venise</i> . Il prône l'entretien a minima des monuments pour garder leur pouvoir d'évocation et s'en servir de modèles pour la construction neuve</p> <p>Dès 1860 - pays germaniques - doctrine d'intervention sur le patrimoine mettant en évidence ses différentes valeurs et la nécessité de conserver les strates historiques</p> <p>1872 - Etat-unis - protection du premier parc national : Yellowstone</p> <p>1873 - Exposition universelle de Vienne : une section réservée à la restauration des monuments</p> <p>1877 - Royaume-Uni - création de la Society for the Protection of Ancient Buildings, association de défense du patrimoine</p> <p>1889 - Camillo Sitte : <i>l'Art de bâtir les villes selon ses fondements artistiques</i></p>
1890-1912	<p>1890 - Création du Touring Club de France (TCF)</p> <p>1898 - La Commission du Vieux-Paris s'oppose à la démolition du Marais projetée dans les plans d'Hausman</p> <p>1905 - Loi de séparation des Eglises et de l'Etat</p>	<p>1898 - Premier site naturel classé : les cascades de Gimel en Corrèze</p> <p>1901 - Création de la Société de protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPEEF)</p> <p>1906 - Première loi de protection des monuments naturels et des sites</p> <p>1910 - Loi sur la publicité extérieure</p> <p>1912 - Protection du mont Pelvoux dans le massif de la Vanoise</p>	<p>1893 - Publication par Camillo Boito de <i>Questi pratiche di belli arti - restauri, concorsi, legislazione, professione, insegnamento</i></p> <p>1895 - Angleterre - création du National Trust pour préserver et mettre en valeur le patrimoine et le paysage</p> <p>1905 - Congrès international d'archéologie - la conservation des strates historiques du paysage apparaît nécessaire</p>
1913-1945	<p>1913 - Loi fondatrice du régime des monuments historiques</p> <p>1919 - Loi sur l'urbanisation qui prévoit des plans d'extension dans les villes importantes</p> <p>1921 - Plan Voisin établi par le Corbusier pour Paris, prévoyant la démolition de la ville à l'exception des quelques monuments insignes</p> <p>1927 - Loi qui instaure le régime d'inscription des monuments historiques et le casier archéologiques</p> <p>1937 - Ouverture du premier musée national des Arts et traditions populaires sous la direction de Georges-Henri Rivière</p> <p>1941 - Loi régissant les fouilles archéologiques</p> <p>1943 - Modification de la loi de 1913 : création d'un périmètre de protection des abords des monuments historiques contrôlé par l'architecte des Bâtiments de France (ABF)</p>	<p>1927 - Création de la réserve naturelle de Camargue</p> <p>1930 - Loi relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque</p> <p>1945 - Ordonnance sur la protection de la flore, premier acte d'une prise en compte des la biodiversité</p>	<p>1913 - Autriche - publication par A. Riegl de <i>Der moderne Denkmalkutus</i></p> <p>1920 - Giovanni fonde l'école d'architecture de Rome</p> <p>1923 - Premier congrès international de protection de la nature</p> <p>1931 - Giovanni : <i>L'Urbanisme face aux villes anciennes</i> - la vie moderne réinvestit la ville ancienne sans la détruire. Il invente les termes de "patrimoine urbain" et de "centre historique"</p> <p>1931 - <i>Charte d'Athènes</i> des architectes restaurateurs</p> <p>1933 - Convention internationale pour la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel</p> <p>1940 - Convention américaine de Washington concernant le patrimoine naturel, flore mais aussi "beautés panoramiques naturelles"</p> <p>1945 - Création de l'ONU et de l'Unesco</p>

Dates	Patrimoine culturel en France	Patrimoine naturel en France	Europe et Monde
1946-1970	<p>1957 - A. Laprade - premier projet de réaménagement du quartier du Marais, permettant sa conservation</p> <p>1959 - Création du ministère de la Culture (musées, archives, livre, arts du spectacle, patrimoine matériel, archéologie). La priorité de l'Etat reste l'exceptionnel</p> <p>1962-1967 - Loi-programme pour la restauration des grands monuments nationaux puis des sites</p> <p>1962 - Loi dite "Malraux" créant les plans de sauvegarde et de mise en valeur, documents d'urbanisme adaptés à la ville ancienne</p> <p>1964 - Création de "l'inventaire général des richesses de la France". Les premiers édifices des XIXe et XXe siècles sont reconnus comme monuments historiques</p> <p>1968-1969 - Création des premiers écomusées (Ouessant, Grande Lande) dans des PNR</p>	<p>1946 - Création du conseil national de la protection de la nature</p> <p>1953 Réserve biologique intégrale</p> <p>1957 - Modification de la loi de 1930 permettant la création de réserves naturelles</p> <p>1960 - Loi créant les parcs nationaux, conçus comme des espaces de gestion partagée conciliant préservation et développement mesuré</p> <p>1961 - Loi contre la pollution atmosphérique et les odeurs</p> <p>1963 - Création du parc national de la Vanoise</p> <p>1964 - Loi sur l'eau</p> <p>1967 - Décret instituant les parcs naturels régionaux, sous la tutelle de la DATAR</p> <p>1970 - 100 mesures pour l'environnement</p>	<p>1948 - Création de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), organisme conseil de l'Unesco</p> <p>1949 - Royaume-Uni - National Parks and Access to the Countryside Act : première législation concernant les milieux naturels en Europe, suivie par l'Espagne, l'Italie et la Suède</p> <p>1954 - Convention culturelle européenne de Paris engageant les Etats à identifier les objets ayant une valeur culturelle faisant partie du patrimoine culturel européen, concernant les monuments, les villes et les villages</p> <p>1954 - Unesco - convention internationale pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés</p> <p>1959 - Création du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), organisme conseil de l'Unesco</p> <p>1959 - Unesco - mobilisation internationale pour le sauvetage du temps d'Abou Simbel (Egypte)</p> <p>1964 - Unesco - Charte de Venise pour la conservation et la restauration des monuments et des sites</p> <p>1965 - Création de l'International Council Of Monuments and Sites (ICOMOS), organisme conseil de l'Unesco</p> <p>1969 - UICN - résolution pour une gestion intégrée de milieux naturels, pour une intégration des sociologues et ethnologues à la gestion des sites naturels</p> <p>1970 - Unesco - convention encadrant l'exportation des biens culturels</p>
1971-1989	<p>1973 - Ouverture de l'écomusée du Creusot, dédié à la métallurgie et à l'industrie</p> <p>1978 - L'ethnologie, compétence du ministère de la Culture</p> <p>1979 - Création des services départementaux de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP)</p> <p>1980 - Année du patrimoine - mobilisation du public autour du patrimoine culturel</p> <p>1983 - Loi sur la création, à l'initiative des collectivités, les zones de protection du patrimoine architectural et urbain, étendue au paysage en 1995</p> <p>1983 - Décentralisation de l'urbanisme : "le territoire est le patrimoine commun de la Nation"</p> <p>1984 - Journée portes ouvertes des monuments historiques, futures Journées du patrimoine</p> <p>1985 - Création du label "Ville d'art et d'histoire" attribué aux collectivités pour leur projet de valorisation et d'approbation du patrimoine par le public</p>	<p>1971 - Les parcs naturels régionaux sont rattachés au ministère de la Protection de la nature et de l'environnement, nouvellement créé</p> <p>1971 - réserves de biosphère</p> <p>1974 - Sites des Conservatoires d'espaces naturels</p> <p>1975 - Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres</p> <p>1976 - Loi sur la Protection de la nature</p> <p>1976 - Arrêté préfectoral de protection de biotope</p> <p>1985 - Loi Montagne</p> <p>1985 - Espaces naturels sensibles</p> <p>1986 - Loi Littoral</p>	<p>1971 - ICCROM définition de l'écomusée</p> <p>1972 - Unesco - Convention du patrimoine mondial naturel et culturel de l'humanité</p> <p>1972 - Conférence de Stockholm - décalcation sur l'environnement</p> <p>1975 - Charte européenne sur le patrimoine architectural (Amsterdam) recommandation du Conseil de l'Europe</p> <p>1975 - Année européenne du patrimoine organisée par le Conseil de l'Europe</p> <p>1975 - UICN - pour une Charte internationale pour la nature</p> <p>1976 - UNESCO : recommandation concernant la sauvegarde des ensembles</p> <p>1979 - Berne - Convention européenne concernant le patrimoine naturel historique et traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine</p> <p>1982 - ICOMOS, Charte de Florence sur les jardins historiques</p> <p>1982 - ONU - Charte mondiale pour la nature</p> <p>1984 - Unesco - déclaration de Nara sur l'authenticité</p> <p>1985 - Conseil de l'Europe - convention européenne de Grenade pour la sauvegarde du patrimoine architectural (et des "sites, oeuvres combinées de l'homme et de la nature), Conseil de l'Europe</p> <p>1987 - Année européenne de l'environnement</p> <p>1987 - ICOMOS - Charte de Washington pour la sauvegarde des villes historiques</p> <p>1988 - Rapport Brundtland "notre avenir à tous", naissance du développement durable</p>
1990 - 2015	<p>1990 - Création de l'Ecole du patrimoine, formation des conservateurs</p> <p>1997-1998 - Entretiens du patrimoine - "Patrimoine et passions identitaires" et "L'abus monumental"</p> <p>1997 - Création de la Fondation du patrimoine en charge du patrimoine dit "de proximité" et de son financement</p> <p>2000 - Loi Solidarité et renouvellement urbain - les espaces protégés autour des monuments historiques peuvent être définis en fonction du contexte</p> <p>2001 - Loi sur l'archéologie préventive</p> <p>2004 - Transfert de l'inventaire général du patrimoine</p> <p>2004 - Code du patrimoine</p> <p>2014 - Loi ALUR, renforçant les moyens des collectivités pour traiter du patrimoine urbain et paysager</p> <p>2016 - Loi "Liberté de création, architecture et patrimoine"</p> <p>2016 - Loi "Biodiversité et paysage"</p>	<p>1992 - Conférence de la Terre, Rio</p> <p>1992 - Natura 2000</p> <p>1993 - Loi Paysage - protection et mise en valeur des territoires remarquables par leur intérêt paysager</p> <p>1995 - Loi dite "Barnier" sur la protection et la mise en valeur des paysages</p> <p>2000 - Code de l'environnement</p> <p>2002 - Réserves naturelles Régionales et Réserves naturelles Communales</p> <p>2006 - Stratégie nationale de la biodiversité</p> <p>2006 - Parcs naturels marins</p> <p>2006 - Réserve de chasse et de faune sauvage</p> <p>2010 - Trame verte et bleue</p> <p>2011 - Stratégie de création des aires protégées</p> <p>2016 - Loi sur la biodiversité</p>	<p>1992 - Conférence de Rio sur l'environnement et le développement</p> <p>1992 - Conseil de l'Europe - Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (Malte)</p> <p>1998 - Convention européenne d'Aarhus relative à la participation et à la concertation, définissant la notion de paysage</p> <p>1999 - ICOMOS - charte du tourisme culturel, pour la gestion du tourisme dans les sites de patrimoine</p> <p>2000 - Convention européenne de Florence relative au paysage</p> <p>2003 - Convention pour le patrimoine culturel immatériel</p> <p>2005 - Convention cadre européenne sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (Fazo)</p> <p>2005 - UNESCO : convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles</p> <p>2011 : Unesco - déclaration sur les paysages urbains historiques</p>